

Malgré le début des récoltes, la tendance évolutive de prix reste en hausse dans certaines localités du Pays. L'accessibilité économique des ménages non-agricoles et des couches vulnérables demeure préoccupante.....

Message clé :



La situation sécuritaire au niveau national est globalement calme mais reste volatile. Toutefois, selon les informateurs clés interviewés, la situation sécuritaire reste préoccupante pour l'accessibilité physique des ménages de Batangafo, de Birao et de Bocaranga à leurs principaux marchés d'approvisionnement. Par ailleurs, l'explosion d'un engin explosif courant octobre 2022 dans la préfecture d'Ouham-Pendé a occasionné des pertes en vie humaine dans le rang des casques bleus des Nations-Unies.



L'offre des marchés en produits locaux a connu une légère amélioration à la faveur du démarrage de l'activité des récoltes dans certaines zones de production. En outre, l'approvisionnement extérieur en provenance des pays voisins (Cameroun, Soudan, RDC, Tchad) se poursuit mais au ralenti en raison de la conjoncture économique qui sévit dans la région (rareté et hausse de prix de certaines denrées, pénurie du carburant, etc.) et au mauvais état des infrastructures routières. Les flux sporadiques en provenance de la RDC via le fleuve Mbomou se poursuivent également au rythme du niveau de remplissage des eaux facilitant la navigation des marchandises.



La tendance évolutive de prix est dominée par une baisse pour les produits locaux de grande consommation. Au niveau national, les prix du maïs (-28%), du manioc (-9%) et de l'arachide (-9%) au mois d'octobre 2022, sont en retrait par rapport à leurs niveaux de août/septembre 2022. Toutefois, les niveaux atteints restent élevés par rapport à ceux de l'année passée et à celui de la moyenne de 5 dernières années. A l'inverse, les prix du riz importé et de la viande ont accusé des augmentations considérables par rapport à leurs niveaux de août/septembre 2022.



La baisse de prix des produits locaux ne semble pas se répercuter suffisamment sur la consommation alimentaire des ménages. Selon l'analyse mVAM du 28 Octobre 2022, environ 1,20 millions de personnes auraient toujours une mauvaise qualité de la consommation alimentaire malgré le début des récoltes. De même, la valeur monétaire de la ration « Vivres » distribué par le PAM composée de 250 g des céréales, 150 g de légumineuse, 40 g d'huiles et 5 g du sel par personne et par jour (*dimensionné par ménage de 5 membres et sur 30 jours*) varie entre 32 074F CFA à Dekoa (Zone d'intervention Cash) et 109 617 F CFA à Obo (Zone enclavée).



Répartition Spatiale des Marchés suivis



Méthodologie

L'approche du mVAM en RCA consiste à contacter par téléphone mobile les informateurs clés (commerçants, cultivateurs, staff des ONGs, agents du gouvernement) afin d'évaluer la situation alimentaire à la lumière de l'évolution du contexte. En effet, pour les périodes de septembre—octobre 2022, environ 216 informateurs clés se trouvant dans 35 localités du pays ont été interviewés par téléphone mobile. Les questions abordés ont porté sur (i) l'état d'approvisionnement des marchés, (ii) la tendance évolutive de prix des denrées alimentaires, (iii) les implications du contexte sécurité sur le fonctionnement et sur la performance des marchés et (iv) les implications de l'évolution des marchés sur la sécurité alimentaire des ménages.

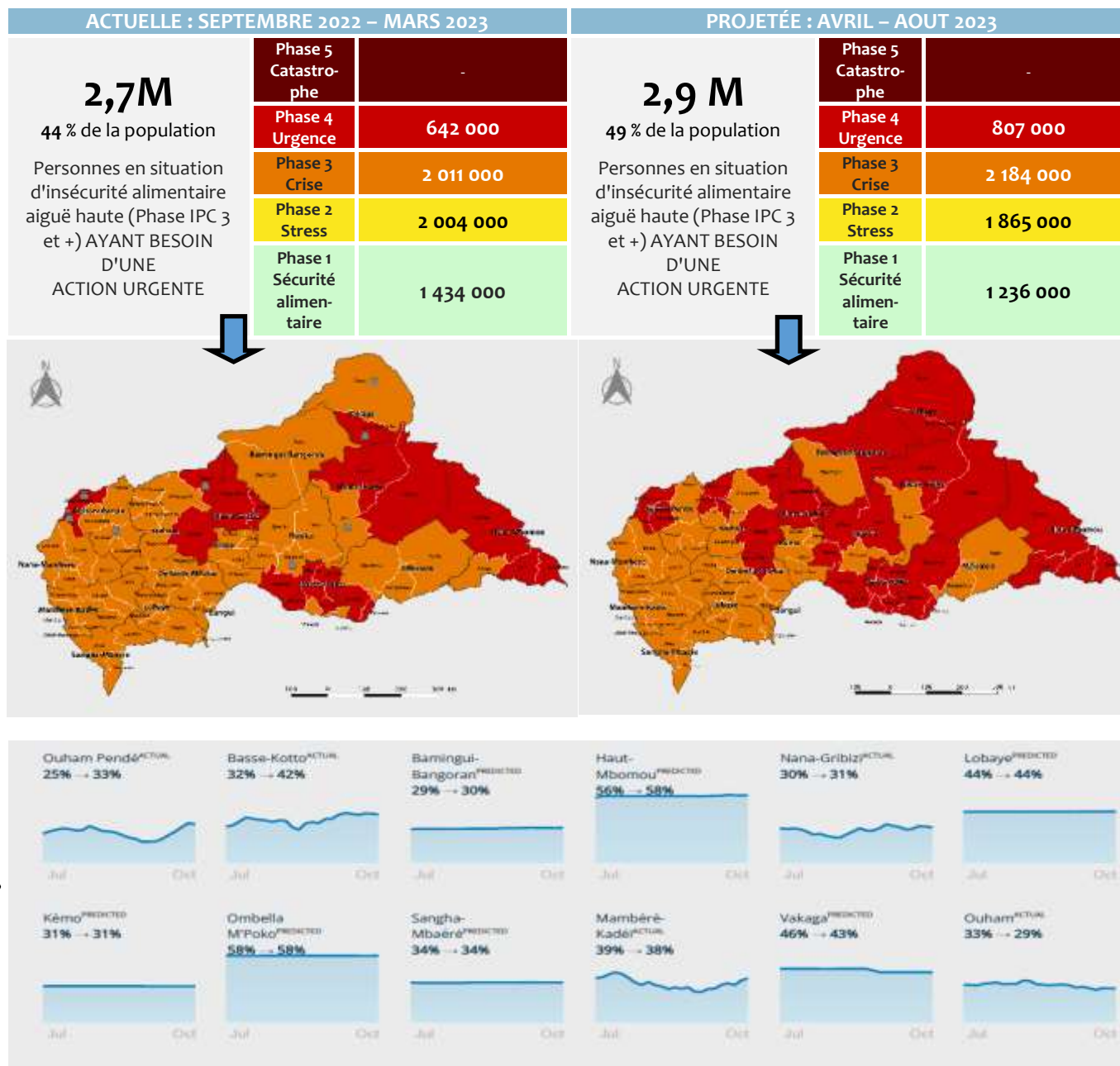


Evolution de la Situation Humanitaire / Sécurité Alimentaire

La situation humanitaire au mois d'octobre 2022 est caractérisée par la finalisation de du cycle d'analyse IPC au titre de la République Centrafricaine. Les résultats de cette analyse montre que la situation d'insécurité alimentaire aiguë reste plus ou moins stable mais préoccupante, avec 44% de la population analysée classée en situation de Crise et Urgence. Environ **2,7 millions** des personnes en Crise et Urgence (Phase 3 et 4 de l'IPC) sont en besoin d'assistance alimentaire immédiate. En cas d'absence d'assistance alimentaire immédiate, en période de soudure, la situation pourrait se détériorer faisant basculer plus des personnes en situation de crise et urgence (phase 3 et 4 de l'IPC), avec **environ 2,9 millions** des personnes qui auront besoin d'assistance humanitaire immédiate, dont près de 807,000 personnes en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC).

Malgré une analyse projetée qui montre une sévérité plus élevée, dû principalement à l'augmentation projetée des prix des produits alimentaires importés et locaux en raison de l'augmentation des coûts du transport et des produits pétroliers ; le faible accès aux produits phytosanitaires et autres produits chimiques nécessaires pour les activités agricoles, avec comme conséquences, la limitation pour les ménages d'accéder à une alimentation suffisante, saine et nutritive, il est prévu que la prévalence de l'insécurité alimentaire reste moindre que celle de mai-août 2023 avec 49% de la population en situation de crise et urgence (phase 3 et 4 de l'IPC), contre 51% pour la même saison de 2020. La prévalence restera plus proche de celle de projetée de mai-août 2022 (48% de la population en phase 3 et 4 de l'IPC), soit 13% des population en phase 4 contre (pour cette analyse) 14% en mai-août 2022.

Par ailleurs, les résultats de l'IPC du 6 octobre 2022 semblent se confirmer par l'analyse des données mVAM du 28 Octobre laquelle montre une détérioration de la qualité de la consommation alimentaire malgré le début des récoltes et de l'autoconsommation des ménages agricoles. Les Préfectures les plus affectées par ordre de sévérité sont : Haut-Mbomou, Ombella M'Poko, Lobaye, Vakaga, Basse Kotto, Mambéré-Kadéï, Sangha-Mbaéré, Haute Kotto, Ouham Pendé, Nana-Mambéré, Kémo et Mbomou. Dans ces préfectures, 72% de la population souffrent d'une mauvaise qualité de la consommation alimentaire, soit environ 1,20 millions de personnes.

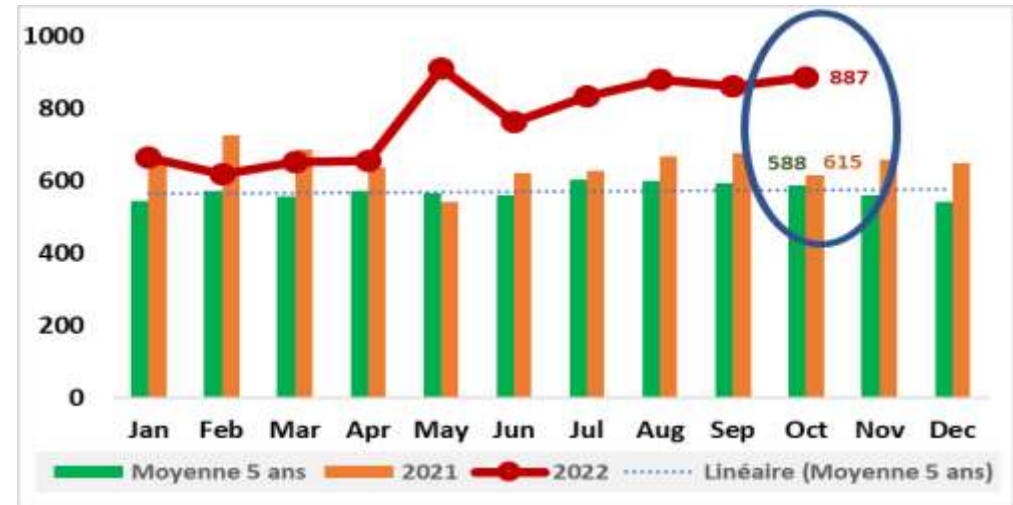




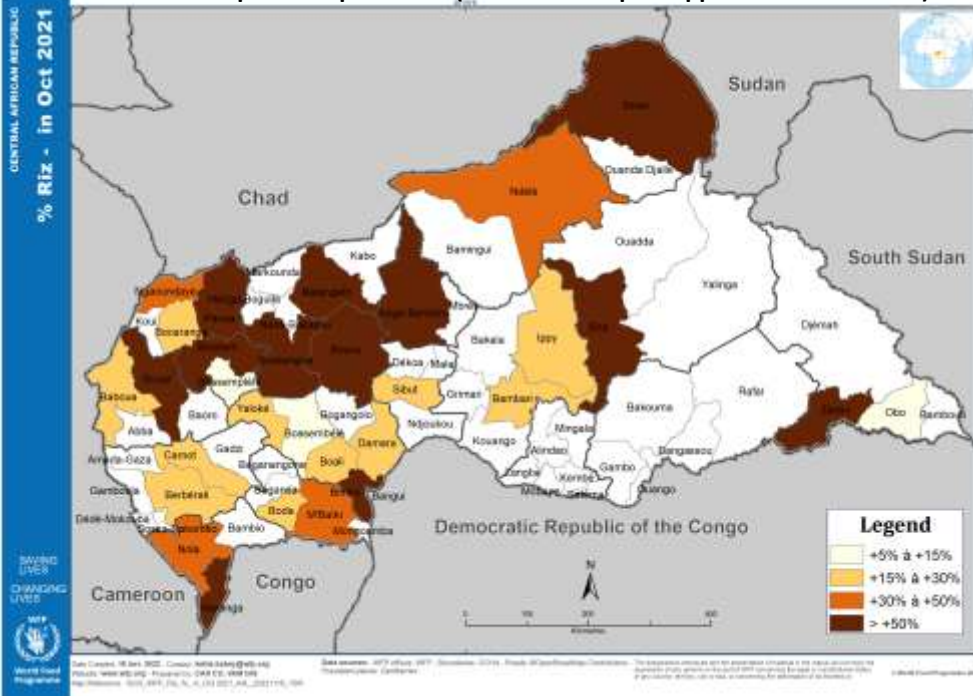
Accessibilité économique aux denrées de base : Demande et Prix des principaux produits de consommation des ménages

Le prix moyen du riz est resté relativement stable comparativement à son niveau de septembre 2022. Toutefois, des hausses prononcées ont été observées à Bozoum (+19%), à Bayanga (+23%), à Paoua (+25%), à Zemio (+25%), à Birao (+25%) et à Ndélé (+56%). Cette situation se justifie principalement par le dysfonctionnement localisé de la chaîne d'approvisionnement de ce produit avec comme corollaires (i) le mauvais état des infrastructures routières, (ii) la pénurie et la hausse de prix du carburant et du transport, (iii) les tracasseries routières et les taxes informelles et (iv) l'insécurité civile.

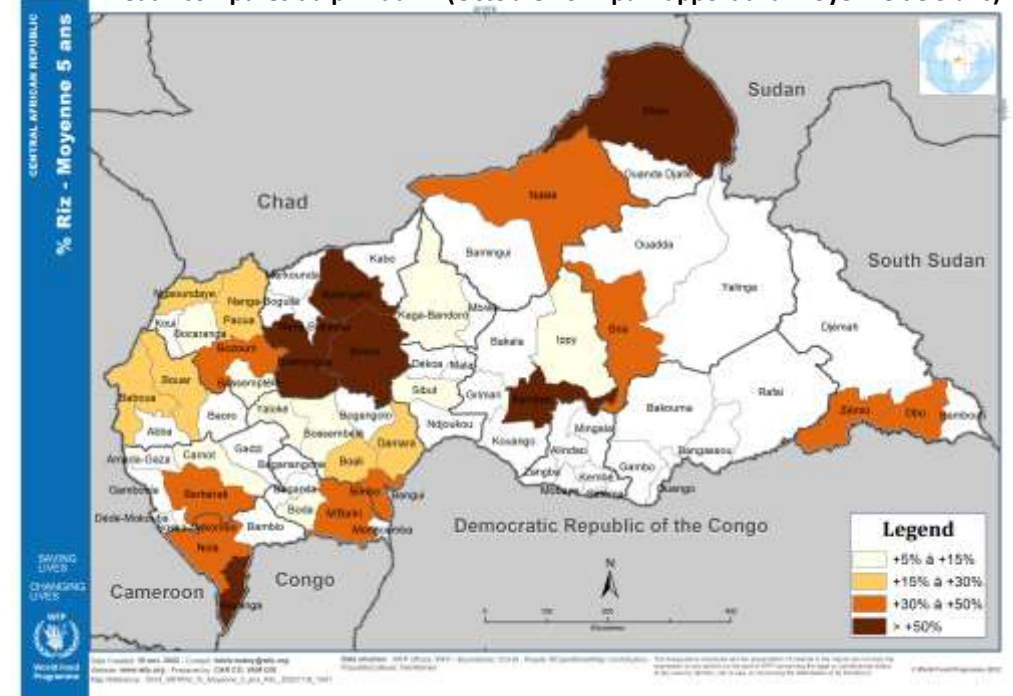
Comparé à la même période de l'année et à la moyenne de 5 dernières années, le prix moyen du riz importé enregistre des hausses considérables de 44 pour cent et de 51 pour cent respectivement.



Niveaux comparés du prix du riz (Octobre 2022 par rapport à Octobre 2021)



Niveaux comparés du prix du riz (Octobre 2022 par rapport à la Moyenne de 5 ans)





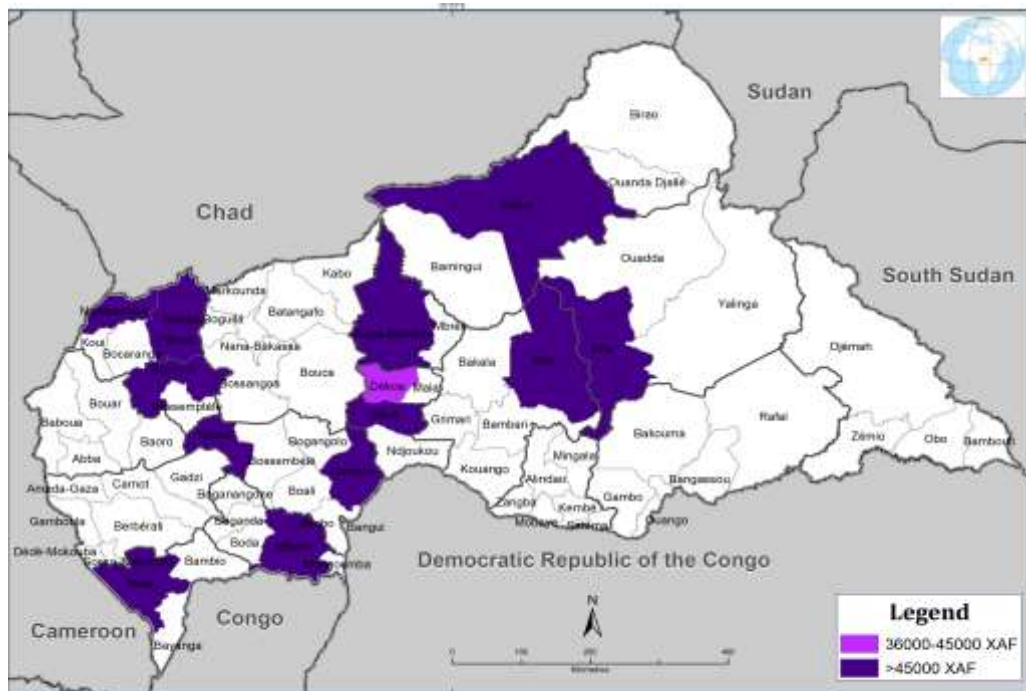
Implications de l'évolution de prix sur le panier alimentaire

La baisse de prix des produits locaux ne semble pas se répercuter suffisamment sur la consommation alimentaire des ménages. Selon l'analyse mVAM du 28 Octobre 2022, environ 1,20 millions de personnes auraient toujours une mauvaise qualité de la consommation alimentaire malgré le début des récoltes.

De même, la valeur monétaire de la ration « Vivres » distribué par le PAM et composée de 250 g des céréales, 150 g de légumineuse, 40 g d'huiles et 5 g du sel par personne et par jour (*dimensionné par ménage de 5 membres et sur 30 jours*) varie entre 32 074F CFA à Dekoa (Zone d'intervention Cash) et 109 617 F CFA à Obo (Zone enclavée). En effet, l'analyse de la valeur monétaire du panier alimentaire (ration food du PAM) au mois d'octobre 2022, montre des anomalies dans pratiquement tout le pays en considérant le « Riz importé » comme « Céréales » dans la composition du panier. Pour rappel, le prix moyen du kilogramme du riz a enregistré au mois d'octobre 2022, des augmentations respectives de 44% et 51% par rapport à son niveau d'octobre 2021 et à celui de la moyenne de 5 dernières années.

Cependant, avec l'hypothèse du maïs dans la composition de la ration food du PAM, les anomalies observées au mois d'octobre 2022 sont moins prononcées comparativement à l'option du riz importé. Toutefois, l'évolution future de la valeur monétaire de la ration « vivres » dépendra particulièrement de la conjoncture actuelle du carburant et des politiques commerciales des pays pourvoyeurs de la RCA en produits de première nécessité (notamment avec les mesures restrictives d'exportation prises par les autorités camerounaises).

Coût de la ration « vivres » du PAM par sous-préfecture / Option Riz comme céréales



Coût de la ration « vivres » du PAM par sous-préfecture / Option Maïs comme céréales

